

La dette des pays en développement : bilan et perspectives

par

Eric Berr

Maître de conférences – IFRede-CED – Université Montesquieu-Bordeaux IV

Résumé :

La crise de la dette qui a débuté en 1982 est la conséquence d'un certain laxisme de la part des créanciers quant aux prêts accordés, d'une mauvaise utilisation des sommes reçues par les dirigeants des pays en développement et de la politique anti inflationniste menée au début des années 1980 par les pays occidentaux. Cette crise a été gérée, avec l'accord des créanciers, par les institutions financières internationales. Ainsi, le FMI et la Banque mondiale ont conditionné toute restructuration de dette à l'adoption de programmes d'ajustement structurel qui, loin de régler les maux dont souffrent les PED, ont conduit à la crise des années 1990 et se sont traduits par une mise sous tutelle des économies des pays en développement. Si les institutions financières internationales tentent d'infléchir leurs politiques, celles-ci participent toujours d'une logique libérale. En définitive, si l'on veut redonner une certaine liberté d'action aux PED, il convient de supprimer cet instrument de domination que constitue leur dette extérieure. Une telle annulation trouve des justifications tant économiques que politiques.

Abstract : The Debt of the Developing Countries: Assessment and Prospects

The debt crisis which began in 1982 is the consequence of a certain laxism on behalf of the creditors as for the granted loans, of a misuse of the sums received by the leaders of the developing countries and the anti inflationary policy followed at the beginning of the 1980's by the Western countries. This crisis has been managed, with the agreement of the creditors, by the international financial institutions. Thus, the IMF and the World Bank conditioned any reorganization of debt to the adoption of structural adjustment programs which, far from regulating the evils from which the developing countries suffer, led to the crisis of the 1990's and resulted in a setting under supervision of the developing countries economies. If the international financial institutions try to modify their policies, those always take part of a liberal logic. Fundamentally, if one wants to restore a certain liberty of action to the developing countries, it is advisable to remove this instrument of domination which their foreign debt constitutes. Such a cancellation finds justifications as well economic as political.

Mots-clés : Dette ; FMI ; Banque mondiale ; consensus de Washington.

JEL classification : F34 ; O11 ; O19 ; O23

Sommaire

1. Introduction.....	1
2. La gestion de la crise d'endettement depuis 1982	2
1. <i>Le consensus de Washington comme remède à la crise d'endettement.....</i>	2
2. <i>Le consensus de Washington comme frein au développement.....</i>	3
A. Le consensus de Washington n'a pas réglé les problèmes d'endettement	4
B. Le consensus de Washington a accru la pauvreté et les inégalités.....	5
3. Plaidoyer en faveur de l'annulation de la dette des PED	6
1. <i>La situation actuelle des pays en développement.....</i>	6
2. <i>Les arguments en faveur d'une annulation de la dette.....</i>	9
A. Les arguments économiques	9
B. Les arguments politiques.....	11
4. Conclusion.....	12
<i>Références bibliographiques</i>	12
<i>Lexique</i>	14

1. Introduction

La crise d'endettement que nous vivons actuellement a débuté en août 1982 lorsque le Mexique annonça qu'il suspendait le paiement des intérêts qu'il devait au titre du service de sa dette. Si les milieux financiers se déclarèrent stupéfaits par cette décision, certains signes avant-coureurs permettent d'affirmer que cette crise était prévisible¹.

Il est tout d'abord évident qu'à partir de la fin des années 1960, et surtout à la suite du premier choc pétrolier, un double laxisme est intervenu. Du côté des créanciers tout d'abord qui, ayant à faire face au recyclage des *eurodollars*², puis des *pétrodollars*, ont développé une activité de prêt aux pays du Tiers monde. Cette activité s'est révélée d'autant moins rigoureuse que la concurrence interbancaire faisait rage — il fallait absolument octroyer des crédits pour pouvoir rémunérer les placements des pays exportateurs de pétrole — et que les Etats des pays débiteurs étaient considérés comme ne pouvant être défaillants³. Du côté des Etats des pays en développement (PED) ensuite, les crédits obtenus n'ont guère été utilisés rationnellement. Au lieu de financer des investissements productifs, seuls susceptibles de renforcer la capacité exportatrice du débiteur et de générer les flux de devises nécessaires au remboursement de la dette, les gouvernements des pays endettés se sont lancés dans des programmes d'investissement à la rentabilité plus que douteuse et trop souvent inadaptés aux besoins locaux. De plus, certains dirigeants du Sud ont détourné à leur profit, bien souvent avec la complicité des créanciers, des sommes considérables si bien qu'aujourd'hui de nombreux pays doivent rembourser les dettes contractées par d'anciens dictateurs tandis que ceux-ci profitent en toute impunité de fortunes illégalement acquises⁴.

En second lieu, les politiques anti-inflationnistes menées par les pays industrialisés au début des années 1980 se sont traduites par une poussée des taux d'intérêt — le *LIBOR* à trois mois est passé d'environ 11% début 1979 à près de 20% à la mi 1981⁵ — très préjudiciable aux pays endettés. En effet, leur dette étant contractée presque exclusivement à taux variable, ces pays se sont vus étouffés par le fardeau que constituait désormais la charge de la dette. Un second effet de ces politiques a été le ralentissement très sensible de l'économie mondiale qui par contrecoup a entraîné une diminution des exportations des PED et une baisse des cours des matières premières, si bien qu'une pénurie en devises est apparue pour les débiteurs. Tous les ingrédients menant à un défaut de paiement des pays du Sud étaient réunis. A la suite du Mexique, de nombreux pays vont se retrouver en cessation de paiement.

La situation n'a cessée, depuis 1982, de se dégrader. D'après la Banque mondiale, la dette des PED s'élève en 2001 à environ 2450 milliards de dollars tandis qu'elle était d'environ 560 milliards de dollars en 1980. Dans le même temps, les PED ont remboursé 3400 milliards de dollars (à titre d'intérêt ou d'amortissement). Ainsi, les pays du Sud ont remboursé six fois leur dette de 1980 pour se retrouver quatre fois plus endettés⁶. Nous allons voir dans un premier temps comment ces pays ont pu se retrouver dans une telle situation. Puis, à partir de ce diagnostic, nous montrerons que la seule alternative possible au système actuel consiste en une annulation de la dette des PED.

¹ La crise de 1982 n'est pourtant pas la première du genre. Pour un historique des crises d'endettement, voir Toussaint [2001], Millet et Toussaint [2002].

² Un lexique donne une définition précise des termes en italique.

³ Les gouvernements du Nord ont d'ailleurs beaucoup incité leurs entreprises à investir dans les pays du Sud en garantissant ces investissements avec de l'argent public. Ainsi, dans tous les cas de figure, les firmes du Nord étaient gagnantes, d'où un laxisme certain quant à la rentabilité de ces investissements.

⁴ A ce propos, on estime qu'en moyenne 30% des dollars empruntés par les huit principaux débiteurs ont refranchi la frontière entre 1974 et 1982.

⁵ Chiffres cités d'après d'Arvisenet [1989].

⁶ La dette des PED avait déjà été multipliée par douze entre 1968 et 1980.

2. *La gestion de la crise d'endettement depuis 1982*

Pour soigner leurs économies gangrenées par la crise de la dette, les PED vont se voir imposer par les pays du Nord un traitement de choc, qui pourtant cache bien son nom : le consensus de Washington⁷. Ce remède, censé régler la crise de la dette, annihile en fait tout espoir de développement des PED.

1. **Le consensus de Washington comme remède à la crise d'endettement**

Depuis la fin des années 1970, on assiste à un retour des politiques libérales. En effet, les keynésiens n'arrivent pas à sortir les économies occidentales d'une situation de stagflation et les politiques traditionnelles de relance montrent leurs limites. Du côté des PED, les modèles de développement « autocentré », basés sur les politiques de substitution aux importations, n'ont pas produit les résultats escomptés. L'annonce mexicaine d'août 1982 va être l'occasion pour les libéraux de tester leurs remèdes sur les pays du Sud. Ainsi, voyant que cette crise pourrait avoir de fâcheuses répercussions sur la stabilité du système financier international, le Fonds monétaire international (FMI), relégué au second plan après l'éclatement du système de Bretton Woods, va trouver là l'occasion de revenir sur le devant de la scène. Avec leur accord, les institutions financières internationales (IFI) — Banque mondiale et FMI — vont gérer les intérêts des Etats du Nord et tenter de coordonner l'action des banques. C'est donc dans ce contexte de retour au libéralisme que va se mettre en place le consensus de Washington, dont la teneur est résumée par Williamson en dix commandements⁸ :

1. **Austérité budgétaire** : limiter les dépenses publiques pour éviter l'inflation et les déficits ;
2. **Réforme fiscale** : augmenter le nombre de contribuables, diminuer les taux élevés et généraliser la TVA ;
3. **Politique monétaire orthodoxe** : les taux d'intérêt réels doivent être positifs pour attirer les capitaux internationaux ;
4. **Taux de change compétitifs** : dévaluer la monnaie pour rendre les exportations attrayantes ;
5. **Libéralisation** : abaisser les barrières tarifaires commerciales (droits de douane) pour accentuer le commerce international et donner une totale liberté de mouvement aux capitaux internationaux ;
6. **Compétitivité** : attirer les investissements directs étrangers (IDE) pour financer le développement en leur garantissant une égalité des droits avec les investissements domestiques ;
7. **Privatisation** : vendre les actifs de l'Etat pour assainir les finances publiques et développer les entreprises privées, supposées mieux gérées ;
8. **Réduction des subventions** : supprimer les subventions agricoles, à la consommation, etc., et laisser le marché déterminer le « juste prix » des biens ;
9. **Déréglementation** : éliminer toutes les règles qui freinent l'initiative économique et la libre concurrence ;
10. **Droits de propriété** : renforcer les droits de propriété pour promouvoir la création privée des richesses.

L'orientation est clairement néo-classique. Il s'agit de proclamer la suprématie du marché dans l'allocation des ressources, de favoriser les échanges privés, seuls créateurs de richesses, et de supprimer toute intervention en limitant le rôle de l'Etat. C'est dans ce contexte que vont apparaître les programmes d'ajustement structurel (PAS) élaborés par les IFI. L'objectif avoué de ces programmes

⁷ L'expression est de Williamson, qui définit « Washington » comme « *le Washington politique du Congrès, les hauts fonctionnaires de l'administration et le Washington technocratique des institutions financières internationales, des agences économiques du gouvernement, de la Federal Reserve Board, et les groupes de réflexion* » (Williamson [1990], p.7).

⁸ Voir Toussaint et Zacharie [2002], Williamson [1990].

est d'« assainir » les économies des pays endettés afin d'assurer leur insertion sur le marché mondial et leur permettre, en vertu de leurs avantages comparatifs, de développer des activités exportatrices générant les devises nécessaires au remboursement de leur dette. Les pays endettés n'ont alors d'autre alternative que d'accepter les conditions édictées par les IFI s'ils veulent obtenir des restructurations de dette. Mais cette acceptation a pour contrepartie la mise sous tutelle de leurs économies.

Ainsi, un pays confronté à des problèmes d'endettement doit remplir deux conditions afin d'obtenir une restructuration de sa dette. Tout d'abord, il doit avoir des arriérés de paiement et se trouver en situation de « défaut imminent », c'est-à-dire être sur le point de ne plus pouvoir honorer le service de sa dette. Ensuite, il doit avoir conclu avec le FMI un accord concernant un programme d'ajustement structurel⁹. Ces deux conditions remplies, le pays pourra passer devant le *club de Paris* afin de restructurer sa *dette bilatérale*¹⁰ ou le *club de Londres* afin de restructurer sa *dette privée*. Il se retrouvera alors seul face au front uni des créanciers puisque les banques, comme les Etats du Nord, adoptent une approche pays par pays, ceci afin de garder un contrôle sur leurs débiteurs.

Les opérations de restructuration peuvent prendre quatre formes :

- Le rééchelonnement, qui consiste en une modification des échéances ou un report du paiement du principal et/ou des intérêts. Le but est de donner un peu d'oxygène à un pays en difficulté. Dans les faits, il s'agit de perpétuer les créances afin de maintenir les PED sous contrôle. Ainsi, le club de Paris a négocié 174 accords de rééchelonnement entre 1976 et 1998 pour un montant total de 55 milliards de dollars¹¹. Le club de Londres connaît une activité beaucoup plus importante car la dette privée représente plus de 60% de la dette totale des PED¹² ;
- Le refinancement, qui consiste en l'octroi de nouveaux prêts par les IFI, les Etats et les banques du Nord. En pratique, face au désengagement croissant des banques dans les années 1980, le FMI va prêter aux pays en crise afin qu'ils puissent rembourser les banques du Nord. Ainsi, la dette augmente sans que les populations profitent des sommes prêtées ;
- La conversion, qui consiste en un changement de nature de la créance. Le marché secondaire des créances douteuses, apparu dès 1983 lorsque les créanciers privés ont cherché individuellement à se faire rembourser par leurs débiteurs au mépris des accords passés au club de Londres, a été le lieu de nombreuses innovations qui seront institutionnalisées avec le plan Brady en 1989, qui reconnaît alors officiellement que la dette des PED ne doit plus être remboursée à sa valeur faciale. Les créances peuvent être converties en actifs réels ou encore en titres¹³ ;
- L'annulation, qui consiste à réduire le stock de la dette, est l'instrument le moins utilisé car il redonne des marges de manœuvre aux PED. En réponse aux critiques qui leur sont adressées, les IFI vont pourtant développer cette pratique à partir de 1996 au travers de l'*initiative pays pauvres très endettés (PPTE)*.

2. Le consensus de Washington comme frein au développement

Après vingt ans d'application des recettes libérales issues du consensus de Washington, le bilan est largement négatif pour les PED, que ce soit au niveau de leur dette ou plus généralement en ce qui concerne leur niveau de vie.

⁹ Voir La Chapelle Bizot [2001], p.30.

¹⁰ La *dette multilatérale* est en principe exclue des opérations de restructuration, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, le débiteur comme le créancier font généralement partie des IFI et bénéficient en conséquence de cette exception. Ensuite, on considère que les IFI participent déjà à la résolution du problème de la dette en continuant d'assurer un financement des débiteurs (La Chapelle Bizot [2001], p.51). La situation a cependant évolué depuis 1996.

¹¹ Voir Powell [2000].

¹² Ainsi, 53 accords de rééchelonnement vont être conclus au club de Londres pour les seules années 1983 et 1984, pour des montants totaux de 138 milliards de dollars. Voir Auverny-Bennetot [1991].

¹³ Pour une étude détaillée de ces différentes innovations, voir Norel [1990], Berthélémy et Girardin [1991].

A. Le consensus de Washington n'a pas réglé les problèmes d'endettement

Le plan Brady mis en œuvre en 1989 marque pour certains la fin de la crise de la dette des années 1980¹⁴. Pourtant, malgré les remboursements effectués pendant dix ans, la dette des PED a plus que doublé et s'élève en 1990 à 1450 milliards de dollars. En fait, ce plan permet aux PED d'accéder à nouveau aux marchés de capitaux internationaux¹⁵. Pour ce faire, ils ont dû accepter d'ouvrir leurs économies afin d'attirer les capitaux étrangers. Les mesures préconisées sont toujours les mêmes. Il s'agit d'assurer une parfaite mobilité des capitaux et de garantir les droits des investissements directs étrangers (IDE) afin de permettre aux PED d'investir davantage que leur épargne sans creuser le déficit des paiements.

Dans les faits, la libéralisation des mouvements de capitaux a accru leur volatilité et augmenté l'instabilité financière. Dans les pays ayant une santé économique précaire, la libéralisation financière s'est traduite par des sorties massives de capitaux. Les pays qui, comme les tigres asiatiques, présentaient des situations macroéconomiques saines n'ont pas été épargnés. Il aura suffi d'une attaque spéculative sur le baht thaïlandais en 1997 pour que les économies émergentes de la région soient à leur tour touchées de plein fouet. Comme l'a très bien montré Keynes dans le chapitre 12 de sa *Théorie générale*, les agents économiques intervenant sur les marchés financiers ont des comportements moutonniers si bien que les anticipations formulées ont bien souvent un caractère auto-réalisateur. Ainsi, lorsque l'économie thaïlandaise a commencé à vaciller, les investisseurs ont craint que cette crise ne se propage aux pays voisins et ont décidé de retirer au plus vite leurs capitaux, sans qu'aucune barrière ne les y en empêche, précipitant ainsi des pays tels que l'Indonésie ou la Corée du sud vers la crise qu'ils redoutaient.

Depuis le Mexique en 1994, les crises financières des pays émergents ont toutes pour origine des mouvements de capitaux privés massifs et volatiles caractéristiques de la libéralisation financière¹⁶ et ont touché des pays ayant des régimes de change fixe, rendant de ce fait toute politique monétaire inefficace¹⁷. Afin de retrouver des marges de manœuvre, les pays en crise doivent se résigner à laisser flotter leur monnaie (puisque le consensus de Washington impose la libre circulation des capitaux) qui se déprécie alors à grande vitesse et se traduit par une hausse importante du stock de la dette.

A chacune des crises financières des années 1990, le pyromane FMI s'est paré de sa belle tenue de pompier et a tenté d'éteindre l'incendie — qu'il avait en grande partie lui-même allumé en libéralisant les mouvements de capitaux — en prêtant aux huit pays les plus touchés¹⁸ près de 300 milliards de dollars entre 1995 et 2000¹⁹. La condition était que ces prêts servent en priorité au remboursement des créanciers privés du Nord. Ainsi, ce sont les populations des PED qui doivent maintenant supporter les conséquences des risques pris par les spéculateurs qui les ont plongés dans la crise en remboursant une dette dont ils n'ont perçu aucun effet sur leurs conditions de vie.

Les IDE sont censés favoriser les transferts de technologie et de compétences du Nord vers le Sud. Là encore, la réalité est tout autre. Si les IDE en direction des PED ont effectivement connu une forte progression dans les années 1990²⁰, on constate qu'une part croissante de ces flux prend la forme de fusions ou d'acquisitions d'entreprises existantes et ne consiste donc pas en des investissements productifs. C'est le cas lorsque des Etats doivent appliquer les recettes du consensus de Washington et

¹⁴ Voir Sgard [2002].

¹⁵ Dans les faits, seule une vingtaine de pays émergents peut accéder aux marchés de capitaux internationaux. Les pays les plus pauvres sont eux dépendant du bon vouloir des Etats du Nord — à travers l'*aide publique au développement (APD)* — et des IFI.

¹⁶ Ces mouvements de capitaux prennent la forme de crédits interbancaires, d'IDE, de souscription d'obligations d'Etat et d'achat d'actions sur les bourses étrangères, c'est-à-dire d'investissements de portefeuille réalisés par des fonds de pension par exemple. Les prêts bancaires traditionnels — ce que l'on appelle le financement intermédié — représentaient en moyenne 11,7% des flux privés à destination des PED sur la période 1990-1997 contre 63,9% sur la période 1973-1981 (Toussaint et Zacharie [2002]).

¹⁷ C'est Mundell qui a montré, à l'aide du triangle des incompatibilités, qu'une politique monétaire efficace nécessitait que l'on abandonne soit le régime de changes fixes, soit la mobilité des capitaux.

¹⁸ Il s'agit du Mexique, de la Thaïlande, de l'Indonésie, de la Corée du sud, de la Russie, du Brésil, de la Turquie et de l'Argentine.

¹⁹ Voir Toussaint et Zacharie [2002], p.38.

²⁰ Ils représentent 50,3% des flux privés vers les PED sur la période 1990-1997 contre 16,8% entre 1973 et 1981 (Toussaint et Zacharie [2002]).

Tableau 1 : Flux à long terme vers les PED (en milliards de dollars)

Type de flux	1991	1994	1997	2000
Flux publics	60,9	48,0	42,8	38,6
Flux privés	62,1	175,7	299,8	257,2

Source : Banque mondiale (2001), Global development finance, d'après Toussaint et Zacharie [2002].

privatiser nombre d'entreprises publiques²¹. Bien souvent, il ne s'agit que d'un transfert de propriété et de contrôle des entreprises à des firmes étrangères, ce qui s'accompagne fréquemment de licenciements et de fermetures d'unités de production. A cela s'ajoute le fait que, grâce à la libéralisation des mouvements de capitaux, les multinationales procèdent massivement au rapatriement des bénéficiaires²².

Au total, l'application du consensus de Washington, loin de résoudre la crise d'endettement des années 1980, a participé à l'apparition de celle des années 1990. Les pays émergents ont à nouveau vu le fardeau que constitue leur dette extérieure s'alourdir, accroissant leur dépendance vis-à-vis des créanciers. De leur côté, les pays les plus pauvres, qui n'ont pas accès aux marchés internationaux de capitaux, ont toujours autant de difficultés à assurer le remboursement de leur dette, si bien que les IFI commencent à intégrer l'idée que des annulations de dette sont nécessaires.

B. Le consensus de Washington a accru la pauvreté et les inégalités

Le consensus de Washington n'a pas permis de sortir de la spirale de la dette dans laquelle les PED ont été enfermés depuis vingt ans. Il apparaît au contraire qu'il a contribué à entretenir ce phénomène qui constitue un puissant instrument d'asservissement des pays endettés. Les mesures imposées au moyen des plans d'ajustement structurels ont, de leur côté, eu des conséquences dramatiques sur la situation macroéconomique des PED.

L'austérité budgétaire se traduit par une réduction drastique des dépenses sociales (éducation, santé, logement, infrastructures) qui ne sont pas rentables à court terme. A cela s'ajoute des licenciements de fonctionnaires et le gel — voire la réduction — des salaires. Du côté des recettes, la politique fiscale favorise, selon le credo libéral, les couches les plus aisées de la population qui peuvent ainsi constituer l'épargne nécessaire au financement des investissements productifs. Dans les faits, on appauvrit un peu plus les classes sociales défavorisées et on permet aux classes aisées, grâce à la libéralisation des mouvements de capitaux, de placer leur épargne à l'étranger, renforçant ainsi la dépendance financière des pays endettés. De plus, les privatisations imposées, si elles permettent de réduire le déficit budgétaire, participent à la re-colonisation économique des PED. Pratiquement, le retour à l'équilibre budgétaire vise à limiter l'endettement de l'Etat afin que le remboursement de la dette publique intérieure ne se substitue pas à celui de la dette publique extérieure. Pour ce faire, on n'hésite pas à condamner une grande partie de la population à la misère au moyen de politiques que les pays du Nord refusent eux-mêmes d'appliquer en pareilles circonstances²³.

La politique monétaire orthodoxe, basée sur des taux d'intérêt réels élevés, permet d'attirer des capitaux internationaux qui s'avèrent être largement spéculatifs. L'investissement intérieur est découragé car les coûts sont trop importants et la rentabilité plus qu'aléatoire, ce qui a des répercussions sur le niveau de la production nationale. L'absence d'investissements publics permettant notamment d'améliorer les infrastructures aggrave la situation. De plus, des taux d'intérêt élevés

²¹ Le gouvernement de Carlos Menem a ainsi « soldé » 90% du secteur bancaire argentin et 40% des entreprises nationales à des firmes multinationales afin de récupérer les devises nécessaires au remboursement de la dette extérieure du pays. Vivendi, par exemple, gère la distribution de l'eau et, conjointement avec l'opérateur espagnol Telefonica, le téléphone argentin.

²² En 2001, les firmes multinationales ont rapatrié 55 milliards de dollars de profits des PED alors que dans le même temps les PED recevaient 51 milliards de dollars au titre de l'APD.

²³ Stiglitz souligne que « les pays du monde en développement ne cessent de demander pourquoi les Etats-Unis, lorsqu'ils sont confrontés à une crise économique, se prononcent pour des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes, alors que quand ils se trouvent, eux, dans la même situation, on exige qu'ils fassent exactement le contraire » (Stiglitz [2002], p.308).

augmentent la charge de la dette publique interne de l'Etat et creusent le déficit budgétaire que l'on est censé résorber, d'où une nouvelle vague de réduction des dépenses publiques.

En matière commerciale, la logique libérale a également fait des ravages. Les subventions aux produits de base (pain, riz, lait, sucre, combustible,...) mises en œuvre par les gouvernements des PED afin de pallier l'inexistence d'un revenu minimum garanti sont supprimées sur ordre du FMI et de la Banque mondiale, ce qui provoque des émeutes dans les pays concernés. Par exemple, le plan d'ajustement structurel mis en place par le Pérou en 1991 a eu des effets particulièrement dévastateurs : en une nuit, le prix de l'essence a été multiplié par 31 et celui du pain par 12. Le choléra est réapparu en raison des difficultés rencontrées par la population pour la cuisson des aliments ainsi que pour faire bouillir l'eau et la rendre potable, faute de combustible.

La déréglementation et l'ouverture totale des marchés aggravent les problèmes des PED. Loin de favoriser le consommateur en faisant baisser les prix, ces mesures permettent surtout aux firmes multinationales de conquérir des parts de marché en inondant les PED de produits subventionnés — en violation des règles édictées par l'organisation mondiale du commerce (OMC) — et en entraînant ainsi la disparition des producteurs locaux. La baisse des prix promise se transforme alors souvent en hausse, engendrant ainsi inflation et chômage²⁴.

Afin de se procurer les devises nécessaires au remboursement de leur dette, les PED doivent accroître leurs exportations. Ainsi, conformément à la théorie classique, ils se spécialisent dans les quelques produits pour lesquels ils ont des avantages comparatifs (produits agricoles comme le coton, le café, le cacao par exemple ou matières premières comme le pétrole, le gaz naturel, le cuivre, etc.)²⁵ et délaissent les cultures vivrières destinées à l'alimentation des populations locales. Leur économie est alors largement dépendante de la demande mondiale, ce qui en accroît l'instabilité.

Selon la même logique, les IFI imposent aux pays endettés de dévaluer leur monnaie afin de rendre leurs produits exportés plus compétitifs sur le marché mondial et d'engranger ainsi plus de devises. Si l'effet d'une telle mesure est théoriquement indiscutable lorsqu'un pays l'adopte, il est en revanche beaucoup plus critiquable lorsque plusieurs pays dévaluent simultanément. Dans ce cas, l'offre de produits exportés augmente fortement et si, comme c'est généralement le cas, la demande mondiale ne suit pas, il en résulte pour les PED une chute du cours de ces produits et donc une baisse de leurs recettes d'exportation. Dans le même temps, les produits importés par les PED voient leurs prix s'envoler, d'où un déséquilibre croissant des échanges courants. Enfin, la dette, libellée principalement en dollars, explose.

3. Plaidoyer en faveur de l'annulation de la dette des PED

La crise de la dette est depuis vingt ans gérée par des IFI contrôlées par les pays du Nord. Il ne faut pas dans ces conditions être étonné que les traitements proposés aient plutôt profité aux créanciers. La description de la situation actuelle des PED doit nous faire prendre conscience que la logique libérale qui sous-tend les politiques menées sous l'égide des IFI est une impasse pour ces pays. Dès lors, l'annulation de la dette apparaît comme le préalable à un nouveau modèle de développement.

1. La situation actuelle des pays en développement

L'analyse chiffrée de la dette et de l'état de développement des pays du Sud va confirmer l'iniquité des mesures appliquées par le consensus de Washington. Nous avons vu que la dette des

²⁴ Pourtant, comme le remarque Stiglitz, « la plupart des pays industriels avancés — dont les Etats-Unis et le Japon — ont édifié leur économie en protégeant judicieusement certaines de ses branches, jusqu'au moment où elles ont été assez fortes pour soutenir la concurrence étrangère. (...) Contraindre un pays en développement à s'ouvrir à des produits importés qui vont rivaliser avec certaines de ses industries, dangereusement vulnérables à la concurrence de leurs homologues étrangères bien plus puissantes, peut avoir de désastreuses conséquences — sociales et économiques. Les paysans pauvres des pays en développement ne pouvant évidemment pas résister aux produits massivement subventionnés en provenance d'Europe et des Etats-Unis, des emplois ont été systématiquement détruits avant que les secteurs industriel et agricole nationaux aient pu engager une dynamique de croissance forte et en créer de nouveaux » (Stiglitz [2002], p.42).

²⁵ A titre d'exemple, le coton représente 84% des revenus d'exportation du Bénin en 2000 contre 47% pour le Mali et 39% pour le Burkina Faso. Le café représente quant à lui 56% des revenus d'exportation de l'Ouganda contre 40% pour l'Ethiopie ou 25% pour le Nicaragua (Millet et Toussaint [2002]).

Tableau 2 : La dette des PED en 2001 (en milliards de dollars)

	Dettes extérieures	Service de la dette	Transfert net sur la dette extérieure ¹
Asie de l'Est et Pacifique	600	94	-51
Asie du Sud	160	14	-5
Amérique latine et Caraïbes	790	157	-38
Moyen-Orient et Afrique du Nord	320	44	-2
Afrique subsaharienne	210	15	-3
Ex-bloc soviétique	370	58	-39
Ensemble des PED	2450	382	-138

Note : (1) le transfert net sur la dette extérieure est égal à la différence entre les sommes reçues sous forme de dons ou de nouveaux prêts et le service de la dette (remboursement du principal et des intérêts). *Source : Millet et Toussaint [2002], d'après Banque mondiale [2002], Global development finance.*

Tableau 3 : Répartition des flux nets de dette¹ à long terme (en %)

	Dettes multilatérales			Dettes bilatérales			Dettes privées		
	1980	1990	2000	1980	1990	2000	1980	1990	2000
Asie de l'Est et Pacifique	12	17	16	29	35	23	59	48	62
Asie du Sud	28	34	40	63	43	31	9	23	29
Amérique latine et Caraïbes	8	16	14	16	23	10	76	61	76
Moyen-Orient et Afrique du Nord	9	12	15	42	47	49	49	41	36
Afrique subsaharienne	16	26	31	39	47	47	45	27	22
Ex-bloc soviétique	8	9	9	25	27	27	67	64	64
Ensemble des PED	11	17	17	29	34	24	60	49	59

Note : (1) les flux nets de dette correspondent à la différence entre les sommes reçues sous forme de dons ou de nouveaux prêts et le remboursement du principal des prêts antérieurement contractés. *Source : Banque mondiale [2002], Global development finance.*

PED représente en 2001 environ 2450 milliards de dollars. Elle se décompose en 450 milliards de dollars de dette multilatérale (soit 18%), 500 milliards de dollars de dette bilatérale (20%) et 1500 milliards de dollars de dette privée (62%). Vue du côté des débiteurs, 1600 milliards de dollars sont dus au titre de la dette extérieure publique (ou garantie par les pouvoirs publics), ce qui représente 65% du total et 850 milliards de dollars sont dus par des entreprises privées sans garantie de l'Etat (soit 35% du total).

Le tableau 2 nous montre que les flux financiers sont dirigés du Sud vers le Nord et représentent 138 milliards de dollars en 2001. En fait, cette situation dure depuis 1998 et montre que les PED assument beaucoup plus que les créanciers du Nord les conséquences des crises financières de la seconde moitié des années 1990 alors qu'ils n'en sont pas à l'origine²⁶. Des flux financiers négatifs avaient aussi été enregistrés dans les années 1980 et traduisaient le désengagement croissant des banques du Nord dans le financement des pays endettés²⁷. Cependant, tous les PED ne sont pas logés à la même enseigne et il convient de les distinguer selon leur niveau de revenu.

Les pays émergents, situés principalement en Amérique latine et en Asie de l'Est, ont vu leur principale source de financement se tarir dans les années 1980, la confiance des banques du Nord diminuant à mesure que les défauts de paiement se multipliaient. Si leur dépendance vis-à-vis des IFI s'en est trouvée accrue, les capitaux ont à nouveau afflué dans les années 1990 sous l'effet de la libéralisation financière même si les crises financières récentes ont ralenti le mouvement.

Les pays pauvres, situés principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, ont eux aussi souffert d'un désengagement des banques du Nord qui ne se dément pas aujourd'hui²⁸. En effet, la dette privée de ces pays était représentée dans les années 1980 par des crédits bancaires traditionnels

²⁶ Stiglitz confirme cette position en affirmant qu'il est « convaincu que la libéralisation des comptes d'opérations en capital a été le facteur le plus important dans la genèse de la crise » (Stiglitz [2002], p.138).

²⁷ Voir Norel [1990].

²⁸ L'Inde, classée dans l'Asie du sud, s'ouvre au contraire aux marchés des capitaux internationaux ce qui explique que les chiffres relatifs aux pays de cette région soient apparemment en contradiction avec les commentaires formulés.

Tableau 4 : Ratios d'endettement des PED

	Dettes totale / PNB (%)			Service de la dette / exportations (%)		
	1980	1990	2000	1980	1990	2000
Asie de l'Est et Pacifique	21,1	29,8	31,3	...	15,7	10,9
Asie du Sud	16,2	32,4	27,2	12,0	28,7	13,8
Amérique latine et Caraïbes	34,5	44,6	41,0	36,3	24,5	38,7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	22,0	45,7	31,7	5,6	15,0	10,5
Afrique subsaharienne	23,5	63,0	71,3	7,2	12,8	10,2
Ex-bloc soviétique	...	17,8	53,9	18,1
Ensemble des PED	21,0	34,1	39,1	13,5	18,1	18,1

Source : Banque mondiale [2002], Global development finance

Tableau 5 : Structure des dépenses publiques (en % du PIB)

	Education (1995-1997) ¹	Santé (1998)	Dépenses militaires (2000)	Service de la dette (2000)
Argentine	3,5	2,4	1,3	9,6
Brésil	5,1	2,9	1,3	10,5
Nicaragua	3,9	8,5	1,1	12,5
Thaïlande	4,8	1,9	1,6	11,5
Indonésie	1,4	0,8	1,1	12,2
Gabon	2,9	2,1	0,3	9,5
Mali	2,2	2,1	2,5	4,2
Côte d'Ivoire	5,0	1,2	...	10,9

Note : (1) en pourcentage du PNB. Source : PNUD [2002], Rapport mondial sur le développement humain.

— on parle alors de financement indirect ou intermédié — alors que, en raison de la libéralisation financière, la dette privée prend désormais le plus souvent la forme d'un financement direct — ou désintermédié — qui se réalise sur les marchés internationaux de capitaux dont ils sont exclus. Quoiqu'il en soit, même si le niveau absolu de leur dette est moins important, ces pays ont plus de mal à obtenir des annulations partielles de dette car celle-ci est largement due à des IFI qui rechignent à annuler leurs créances même si la situation a commencé à évoluer avec la mise en œuvre de l'initiative PPTE.

Le tableau 4 nous montre que la dette, malgré vingt années de traitement libéral, constitue un fardeau toujours plus lourd à porter et écrase chaque jour un peu plus les pays endettés, en particulier les plus pauvres d'entre eux. Les réductions du ratio service de la dette sur exportations observées ne traduisent pas une amélioration de la situation. En effet, la baisse de ce ratio pour l'Amérique latine dans les années 1980 est due au nombre important de restructurations de dettes — à l'aide des plans Baker et Brady en particulier — obtenues par ces pays et qui n'ont fait que différer leurs problèmes. La crise asiatique a entraîné le même phénomène en Asie de l'Est et l'on peut supposer que les baisses constatées pour les pays les plus pauvres d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne sont elles aussi transitoires en dépit de la mise en œuvre de l'initiative PPTE.

La dette pèse fortement sur le développement des PED qui transfèrent au Nord des sommes sans rapport avec leurs capacités de remboursement. Le service de la dette des pays d'Afrique subsaharienne, par exemple, représente 38% de leur budget total. Le tableau 5 confirme que la dette empêche les Etats de consacrer des sommes plus importantes aux services sociaux de base — éducation et santé en particulier — qui représentent pourtant le préalable à tout développement économique²⁹.

Au contraire, certains pays ont vu la part des richesses consacrées aux dépenses de santé diminuer au cours des années 1990. La situation est particulièrement dramatique en Afrique subsaharienne³⁰ où vivent 75% des 40 millions de personnes infectées par le virus du sida. Si des

²⁹ Voir Combarrous [2003].

³⁰ La situation de l'Afrique subsaharienne est dramatique à tout point de vue. Entre 1975 et 2000, la croissance a été en moyenne de -0,9% par an et 23 pays de la région sont aujourd'hui plus pauvres qu'en 1975. 87% de la population des 34

progrès ont été réalisés, 113 millions d'enfants d'âge scolaire ne fréquentent toujours pas l'école. Le PNUD considère qu'au rythme actuel, il faudrait 130 ans pour éliminer la faim dans le monde. En fait, les inégalités entre pays développés et en développement ne cessent de se creuser. Il y a toujours 2,8 milliards de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour. Les sept plus grosses fortunes du monde possèdent ensemble plus que le PIB total du groupe des 49 pays les moins avancés (PMA) où vivent 650 millions d'individus. Plus généralement, les 1% les plus riches de la planète ont un revenu équivalent à celui des 57% les plus pauvres. Si les gouvernements du Sud ont leur part de responsabilité dans la situation actuelle, c'est surtout le système capitaliste lui-même qui est critiquable. Comme le souligne Sgard, « *le capitalisme a toujours été amoral, il peut produire parfois une violence sociale extrême et surtout, spontanément, il est dur pour les faibles* »³¹. La solution au problème du développement ne peut passer que par une meilleure répartition des richesses et un contrôle plus strict du fonctionnement du système capitaliste. L'annulation de la dette des PED s'inscrit dans cette démarche.

2. Les arguments en faveur d'une annulation de la dette

Le modèle libéral de développement imposé par le consensus de Washington aux PED ne fonctionne pas. Dès lors, il faut en tirer les conséquences et envisager un monde où les pays du Sud prennent eux-mêmes en charge leur développement, ce qui nécessite de les libérer de leurs chaînes en procédant à l'annulation de leur dette extérieure³². Cette condition, si elle est nécessaire, n'est bien évidemment pas suffisante et doit s'accompagner de changements profonds dans la façon de penser les rapports Nord-Sud et de gouverner les PED. Néanmoins, elle repose sur des arguments économiques et politiques.

A. Les arguments économiques

En premier lieu, il est acquis que la dette des PED a déjà été largement remboursée puisque les pays du Sud ont transféré au Nord six fois le montant de leur dette de 1980 et se retrouvent malgré tout quatre fois plus endettés. Pire, ce sont près de 300 milliards de dollars qui ont quitté les pays endettés entre 1999 et 2001 — sous forme de transferts nets sur la dette extérieure négatifs — pour financer la croissance des économies du Nord.

Si, en réponse aux critiques de plus en plus fortes qui leur sont adressées, les IFI commencent à se montrer sensibles à la question de l'annulation de la dette, l'initiative PPTE qu'elles ont lancée au sommet du G7 à Lyon en 1996 et renforcée en 1999 à Cologne suit une tout autre logique. Il s'agit « *de rendre supportable le service de la dette des pays, sous l'effet conjugué de politiques saines, d'un allègement généreux et de nouveaux apports d'aide* »³³. Nous venons de voir comment étaient dirigés les « nouveaux apports d'aide ». Une fois mis de côté les effets d'annonce, on s'aperçoit que rien n'a changé dans la démarche du FMI et de la Banque mondiale. Rendre supportable le service de la dette consiste à faire passer les pays surendettés du « bon » côté de la courbe de Laffer de la dette³⁴, c'est-à-dire les faire rembourser au maximum de leurs capacités. Pour cela, les 42 pays éligibles — représentant 11% de la population totale des PED — doivent mettre en œuvre de « saines politiques » dont les orientations sont formulées dans des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) — qui sont en fait des programmes d'ajustement structurel déguisés — que les pays concernés doivent appliquer jusqu'au point de décision, au bout de trois ans. Si, à ce stade, un pays apparaît toujours surendetté³⁵, on lui accorde un allègement du service de sa dette s'il continue l'application des politiques agréées par le FMI jusqu'au point d'achèvement, c'est-à-dire pendant une

PMA d'Afrique vit avec moins de 2 dollars par jour. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est passé de 242 millions en 1990 à 300 millions en 2000.

³¹ Sgard [2002], p.11.

³² Notons que l'endettement est en soi nécessaire au développement. Ce qui est condamné est que cet endettement sert la finance mondiale et non pas les populations des PED.

³³ FMI [2000].

³⁴ La courbe de Laffer de la dette, développée par Krugman, montre que, passé un certain niveau d'endettement, les remboursements diminuent à mesure que la dette augmente.

³⁵ La dette est dite insoutenable lorsque le rapport entre la valeur actuelle de la dette et le montant annuel des exportations est supérieur à 150%.

période allant de un à trois ans. Ce n'est qu'à ce moment là, au bout de quatre ans au minimum, que le pays se verra annuler 90% du stock de sa dette bilatérale — selon les termes de Cologne³⁶. Cette annulation, très partielle et étalée sur plusieurs années, voire dizaines d'années, si elle donne momentanément un peu d'air à quelques pays pauvres, maintient toujours les PED sous contrôle et empêche leur développement.

De véritables annulations de dette ont pourtant déjà eu lieu. Les Etats-Unis eux-mêmes déclarèrent en 1776 nulles les dettes contractées envers le Royaume-Uni afin de rompre leurs liens de dépendance. Le Mexique suspendit complètement le paiement de sa dette extérieure en 1914, en pleine révolution zapatiste, et amena ses créanciers à annuler 80% de la valeur des crédits en 1942. Il existe de multiples autres exemples³⁷.

Pour les PED, l'annulation de la dette extérieure est indispensable car elle redonnerait des marges de manœuvre à des pays qui ne seraient plus obligés d'exporter leurs richesses et pourraient consacrer plus de moyens à la satisfaction des besoins élémentaires de leurs populations. L'effort est loin d'être insurmontable pour les créanciers du Nord quand on sait que la dette extérieure totale des PED représente moins de 5% des créances mondiales ou que leur dette extérieure publique est égale à 8% de la dette publique des pays créanciers. Quand on sait que l'APD versée par les pays du Nord représente 51 milliards de dollars en 2000, soit 0,22% de leur PNB, alors qu'ils se sont engagés à maintes reprises auprès de l'ONU à atteindre un taux de 0,7% ce qui représenterait 100 milliards de dollars supplémentaires chaque année pour les PED³⁸ ; lorsque l'on sait que le PNUD et l'Unicef ont calculé en 2000 que 80 milliards de dollars par an pendant dix ans suffiraient à assurer à la totalité de la population des PED l'accès aux services de base — alimentation décente, éducation primaire, accès à l'eau potable et aux soins de base ; lorsque l'Onusida — le programme des Nations unies contre le Sida — estime à 10 milliards de dollars par an les sommes nécessaires pour lutter efficacement contre l'épidémie³⁹, on voit que la volonté politique manque au Nord.

Qui en définitive a le plus à craindre d'une annulation de la dette ? L'histoire nous enseigne que les pays ayant répudié leur dette ont toujours retrouvé, à plus ou moins brève échéance, un accès aux financements internationaux. Même privés temporairement de capitaux internationaux, les PED retrouveraient des marges de manœuvre en récupérant les quelques 400 milliards de dollars de service de la dette et pourraient ainsi se tourner vers un modèle de développement alternatif, basé sur la solidarité, sur lequel ils auraient une maîtrise plus importante. De même, un renforcement des relations économiques entre les pays du Sud leur conférerait une plus grande indépendance et leur permettrait de mieux faire entendre leur position⁴⁰. L'annulation de la dette, et plus généralement la remise en cause du consensus de Washington, seraient plus préjudiciables aux créanciers qui perdraient leur principal outil de domination économique, des marchés sur lesquels écouler facilement leurs surplus et un moyen de financer leurs gigantesques dettes publiques⁴¹.

Aussi, les arguments s'opposant à une annulation de la dette sont nombreux. Nous avons déjà vu que l'argument d'une crise financière majeure ne tenait pas au vu des sommes en jeu. Un autre argument consiste à dire qu'une annulation totale favorise les mauvais payeurs et augmente à l'avenir le risque de non remboursement, d'où une réticence accrue de la part des créanciers qui demanderont des primes de risques plus élevées — c'est ce que l'on appelle l'aléa moral⁴². Là encore, nous avons pu constater que les créanciers privés du Nord arrivaient toujours à se sortir d'affaire en faisant payer aux contribuables, du Nord comme du Sud, les risques qu'ils prenaient⁴³. Enfin, certains affirment que

³⁶ En août 2002, 26 pays avaient atteint le point de décision et 6 le point d'achèvement.

³⁷ Voir Millet et Toussaint [2002].

³⁸ Les seuls pays atteignant l'objectif fixé en 2000 sont la Norvège, la Suède, les Pays-Bas, le Danemark et le Luxembourg. La contribution française représente 0,34%, celle des Etats-Unis 0,1%.

³⁹ Voir Millet et Toussaint [2002].

⁴⁰ Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), fondé en 2001, ne s'inscrit pas dans cette perspective car son but est de créer une dynamique permettant de combler le retard qui sépare l'Afrique des pays industrialisés. Dans les faits, cette initiative légitime un peu plus les mesures préconisées par les IFI sans tenir compte de l'avis des populations concernées.

⁴¹ La dette publique des Etats-Unis s'élève à 7400 milliards de dollars, contre respectivement 5000, 7200 et 850 milliards de dollars pour la zone euro, le Japon et la France.

⁴² Pour plus de détails, voir Raffinot [2002].

⁴³ Pour Stiglitz, « les milliards de dollars [que le FMI] fournit servent à maintenir les taux de change à des niveaux insoutenables pendant une courte période, au cours de laquelle les étrangers et les riches peuvent faire sortir leur argent du pays à des conditions plus favorables (grâce aux marchés des capitaux ouverts que le FMI a imposés). Pour chaque rouble,

c'est la mauvaise gestion des gouvernements du Sud qui est responsable de la pauvreté. L'argument est recevable. Nombre de PED ont à leur tête des dirigeants peu sensibles au sort de leur population et plus préoccupés par l'accroissement de leur fortune personnelle. Seulement, cette situation est rendue possible car ces dirigeants ont des complicités au Nord. La dictature argentine (1976-1983) a pu par exemple multiplier sa dette extérieure par neuf avec l'accord du FMI et du gouvernement américain qui savaient pourtant pertinemment que la plus grande partie des sommes prêtées par les banques américaines y étaient immédiatement remplacées par la junte militaire au pouvoir⁴⁴.

B. Les arguments politiques

Ceci nous amène à développer une série d'arguments ayant des justifications juridiques, historiques et environnementales.

Comme nous venons de le voir, l'endettement excessif de nombreux pays du Sud provient en partie du fait que leurs dirigeants, bien souvent aidés par les créanciers du Nord, ont détourné une part non négligeable des sommes prêtées à leur pays⁴⁵. Les populations doivent alors rembourser des sommes dont elles n'ont pas bénéficié et hypothèquent un peu plus leur développement futur. Le droit international reconnaît pourtant à un pays la possibilité de ne pas rembourser une dette qualifiée d'« odieuse ». Cette doctrine énonce que « *la dette souveraine encourue sans le consentement des populations et sans bénéfice pour elles ne doit pas être transférée à l'Etat successeur, en particulier si les créanciers avaient connaissance de cet état de fait* »⁴⁶. Elle vise à responsabiliser les créanciers. Force est de reconnaître que ces derniers ne souhaitent pas qu'une telle mesure puisse un jour être généralisée et prétextent qu'il n'est pas facile de prouver qu'une dette est ou non « odieuse »⁴⁷. En fait, il est plus facile pour les pays du Nord de prendre le contrôle des richesses du Sud lorsqu'il existe un pouvoir dictatorial et corrompu qu'avec un gouvernement démocratique qui souhaite les monnayer dans l'intérêt de sa population, ce qui doit nous conforter dans l'idée que l'annulation de la dette des PED est un préalable indispensable à l'instauration d'une autre forme de développement.

Depuis plusieurs siècles, le Nord pille les ressources du Sud. Ce fut tout d'abord par la force qu'il s'appropriait les ressources humaines — à travers l'esclavage — et les ressources naturelles — minerais, matières premières, etc. — du Sud, empêchant ainsi le développement de ces pays⁴⁸. C'est par la domination économique qu'il continue d'obtenir à bas prix les richesses des PED. Dès lors, de nombreuses voix se font entendre dans ces pays afin de corriger une situation jugée, à raison, totalement inique. Pour elles, c'est le Nord qui a contracté une dette historique envers le Sud et l'annulation de celle des PED constituerait une première réparation des préjudices subis.

Enfin, l'annulation de la dette est souhaitable pour des raisons écologiques. En effet, deux causes essentielles mènent à la dégradation de l'environnement : au Nord, il s'agit du mode de développement basé sur l'accumulation des richesses qui épuise les ressources naturelles tout en entraînant à la fois surproduction et surconsommation ; au Sud, c'est la pauvreté qui condamne les populations à céder leurs ressources au plus offrant. Ainsi, l'humanité dans son ensemble consomme 40% de ressources de plus que celles qu'elle peut produire durablement⁴⁹. Les économies occidentales, principales responsables des différentes atteintes à l'environnement — pollution de l'air et de l'eau,

roupie, cruzeiro, les riches des pays obtiennent davantage de dollars tant que les taux de change sont soutenus. Et les milliards du FMI servent souvent aussi à rembourser les créanciers étrangers, même quand la dette était privée. Dans bien des cas, l'endettement privé se trouve, de facto, nationalisé » (Stiglitz [2002], p.271).

⁴⁴ Stiglitz souligne que « *la responsabilité morale des créanciers est particulièrement nette dans le cas des prêts de la guerre froide. Quand le FMI prêtait de l'argent à Mobutu, le célèbre président du Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo), ils savaient (ou auraient dû savoir) que ces sommes, pour l'essentiel, ne serviraient pas à aider les pauvres de ce pays mais à enrichir Mobutu. On payait ce dirigeant corrompu pour qu'il maintienne son pays fermement aligné sur l'Occident. Beaucoup estiment injuste que les contribuables des pays qui se trouvaient dans cette situation soient tenus de rembourser les prêts consentis à des gouvernants corrompus qui ne les représentaient pas* » (Stiglitz [2002], p.312).

⁴⁵ Aux Philippines, Marcos a détourné environ 10 milliards de dollars tandis que dans l'ex-Zaïre Mobutu a transféré 4 milliards de dollars sur des comptes personnels à l'étranger. La liste est malheureusement bien plus longue.

⁴⁶ Kremer et Jayachandran [2002].

⁴⁷ Voir Raffinot [2002].

⁴⁸ Les colons, par exemple, exploitaient les meilleures terres et développaient des cultures d'exportation, fragilisant ainsi la sécurité alimentaire des populations locales et entraînant de nombreuses famines ainsi qu'un grand nombre de décès. Voir Alternatives sud [2002].

⁴⁹ Voir Millet et Toussaint [2002].

accumulation des déchets toxiques, etc. —, arrivent pourtant à faire supporter aux PED les conséquences d'un mode de vie auquel ils n'ont pas accès. A cet égard, le fardeau que constitue la dette contraint les PED à accepter sur leur sol des industries très polluantes. Preuve d'un cynisme redoutable, certains adeptes du consensus de Washington arrivent à trouver une justification économique à ces pratiques. Il en est ainsi de Lawrence Summers — qui fut économiste en chef à la Banque mondiale — pour qui « *les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico (...). Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés (...) et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans* ». Il confirme sa position en soutenant que « *la logique économique selon laquelle on devrait se débarrasser des déchets toxiques dans les pays aux salaires les plus bas est à [son] sens irréfutable* »⁵⁰. Annuler la dette et sortir de cette logique libérale sont donc essentiels si l'on veut éviter que le Sud ne devienne la poubelle du Nord.

4. Conclusion

Les remèdes apportés par les gouvernements du Nord et les IFI au problème de la dette ont bien souvent aggravé les maux dont souffrent les PED. La mondialisation libérale telle qu'elle a été appliquée depuis une vingtaine d'année ne marche pas pour les pays du Sud car elle sert les intérêts du Nord⁵¹ tandis qu'elle les appauvrit toujours plus, accroissant ainsi les inégalités entre ces deux parties du monde. Si l'on commence à prendre en compte certaines des revendications des PED, elles sont digérées par le modèle libéral et ne profitent pas vraiment à ces pays. Suivant la logique de ce modèle, les créanciers ne cessent d'affirmer leur position dominante et il n'y a alors aucune raison de modifier l'ordre établi. Seulement, à plus ou moins brève échéance, cette attitude se révélera intenable. Le mode de développement ethnocentrique que tente d'imposer le Nord est écologiquement insoutenable. L'accroissement des inégalités entraîne une certaine radicalisation des populations du Sud qui nourrit le terrorisme et entretient une immigration clandestine que les pays occidentaux combattent.

En définitive, l'intérêt de tous est de construire un monde plus sûr, donc moins inégalitaire, où les populations ont le sentiment de pouvoir influencer sur leur avenir. Pour y parvenir, il faut redonner une certaine liberté d'action aux PED en supprimant cet instrument de domination que représente leur dette extérieure.

Références bibliographiques

Alternatives sud 2002, *Raisons et déraisons de la dette, le point de vue du sud*, Paris, L'Harmattan.

Arvisenet (d'), P. 1989, « La gestion de la dette: des restructurations à la mise en oeuvre du plan Brady », *S.E.D.E.I.S.*, n°9, septembre.

Auverny-Bennetot, P. 1991, *La dette du Tiers-monde*, Paris, les études de la documentation française.

Banque mondiale 2001, *Global Development Finance*.

Banque mondiale 2002, *Global Development Finance*.

Berthélémy, J.-C., Girardin, E. 1991, « Les nouvelles stratégies d'allègement de la dette des pays en voie de développement », *Revue d'économie politique*, vol.101(4), juillet-août, p.529-597.

⁵⁰ Citations d'après Harribey [1997], Millet et Toussaint [2002].

⁵¹ Pour Stiglitz (2002, p.268-270), l'explication est simple. « *Le FMI a cessé de servir les intérêts de l'économie mondiale pour servir ceux de la finance mondiale. La libéralisation des marchés financiers n'a peut-être pas contribué à la stabilité économique mondiale, mais elle a bel et bien ouvert d'immenses marchés nouveaux à Wall Street (...). Si l'on envisage les mesures du FMI sous cet angle, on comprend mieux son insistance à faire rembourser les créanciers étrangers au lieu d'aider les entreprises nationales à ne pas sombrer* ».

Combarrous, F. 2003, *Le développement de l'homme comme préalable au développement économique*, CED, document de travail n°84, à paraître.

FMI 2000, *La logique de l'allègement de la dette des pays les plus pauvres*, Etudes thématiques, septembre.

Harribey, J.-M. 1997, *L'économie économe*, Paris, L'Harmattan.

Kremer, M., Jayachandran, S. 2002, « La dette « odieuse » », *Finances & Développement*, juin.

La Chapelle Bizot (de), B. 2001, *La dette des pays en développement (1982-2000)*, Paris, les études de la documentation française.

Millet, D., Toussaint, E. 2002, *50 questions / 50 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale*, Paris, Syllepse.

Norel, P. 1990, *Les banques face aux pays endettés*, Paris, Syros.

Powell, R. 2000, « L'allègement de la dette des pays pauvres », *Finances & Développement*, décembre.

PNUD 2002, *Rapport mondial sur le développement humain*.

Raffinot, M. 2002, « L'annulation de la dette en débat », in Cahiers français n°310, *Développement et mondialisation*, La documentation française.

Sgard, J. 2002, *L'économie de la panique. Faire face aux crises financières*, Paris, la découverte.

Stiglitz, J. 2002, *La grande désillusion*, Paris, Fayard.

Toussaint, E. 2001, « Crise de la dette du tiers-monde : mise en perspective », in Husson, M., Johsua, I., Toussaint, E., Zerbato, M. (eds.), *Crises structurelles et financières du capitalisme au 20^{ème} siècle*, Paris, Syllepse.

Toussaint, E., Zacharie, A. 2002, *Sortir de l'impasse. Dette et ajustement*, Paris, Syllepse.

Williamson, J. 1990, « What Washington means by policy reform », in Williamson J. (ed.), *Latin America adjustment : how much has happened ?*, Washington, Institute for International Economics.

Lexique

Aide publique au développement (APD) : elle correspond à l'ensemble des moyens financiers mis à la disposition des Etats du Sud par les pays développés, les institutions financières internationales et les organismes privés (ONG). Elle peut prendre trois formes :

- les prêts concessionnels, c'est-à-dire des prêts consentis à des taux inférieurs à ceux du marché. Seul est recensé dans l'APD le montant de la remise par rapport aux conditions du marché ;
- les dons, qui représentent les capitaux non remboursables octroyés par des Etats ou des organismes officiels des pays industrialisés. Il est à noter que les remises de dette sont assimilées à des dons ;
- l'assistance technique, qui est l'aide en nature délivrée aux PED. Cette assistance est très souvent liée à l'octroi d'un financement concessionnel ou non. La Banque mondiale fournit la plus grande part de l'assistance technique multilatérale, notamment au travers du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) chargé de coordonner l'assistance dans les pays en développement.

Club de Londres : il réunit les banques privées qui détiennent des créances sur les Etats et les entreprises des pays en développement afin de coordonner la restructuration de leurs dettes.

Club de Paris : c'est un groupe informel regroupant 19 pays créanciers (Europe occidentale, Canada, Etats-Unis, Japon, Australie et Russie). Créé en 1956 à la suite de la crise avec l'Egypte, il se réunit une fois par mois au ministère français des finances afin de trouver le moyen d'obtenir des pays endettés — qui se présentent seuls — le remboursement régulier de la part bilatérale de leur dette extérieure publique.

Dettes bilatérales : c'est la dette contractée vis-à-vis d'Etats individuels, regroupés au sein du *club de Paris*.

Dettes commerciales : c'est la dette contractée vis-à-vis des banques commerciales internationales, regroupées au sein du *club de Londres*.

Dettes multilatérales : c'est la dette contractée vis-à-vis des institutions financières internationales (Fonds monétaire international et Banque mondiale) ou régionales (Banque interaméricaine de développement, Banque asiatique de développement ou Banque africaine de développement).

Eurodollars : ils désignent les dollars détenus dans des banques hors des Etats-Unis, y compris dans des filiales de banques américaines. Ces dernières, qui échappent à la réglementation américaine, prêtent ces dollars à des taux légèrement inférieurs aux taux officiels. On assiste alors, dans les années 1960, à une multiplication de ces dollars « apatrides » grâce au jeu des taux d'intérêt. Le développement des eurodollars est à l'origine de l'éclatement du système de Bretton Woods et de la libéralisation des mouvements de capitaux internationaux.

Initiative pays pauvres très endettés (PPTE) : lancée au sommet du G7 de Lyon en 1996 et renforcée à celui de Cologne en 1999, cette initiative vise à alléger la dette de 42 pays pauvres et très endettés (sur un total de 165 PED). Voir p.9.

LIBOR : le London Interbank Offered Rate est le taux d'intérêt de référence le plus utilisé pour les opérations en dollars sur le principal marché d'eurodevises qui est le marché londonien. Il est une moyenne des taux prêteurs de seize grandes banques sur le marché interbancaire londonien de dépôts en dollars.

Pétrodollars : ce sont les dollars issus des ventes de pétrole et qui vont alimenter le marché des *eurodollars*.